



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/468/Add.1
25 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 27 de l'ordre du jour

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LA LIGUE DES ETATS ARABES

Rapport du Secrétaire général

Additif

REUNION GENERALE SUR LA COOPERATION ENTRE LES REPRESENTANTS
DES SECRETARIATS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET CEUX
DU SECRETARIAT GENERAL DE LA LIGUE DES ETATS ARABES ET DE
SES ORGANISATIONS SPECIALISEES

I. INTRODUCTION

1. En application de la résolution 47/12 de l'Assemblée générale du 29 octobre 1992, une réunion générale sur la coopération entre les représentants des secrétariats des organismes des Nations Unies et ceux du Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes et de ses organisations spécialisées s'est tenue à Genève les 30 et 31 août 1993 pour célébrer le dixième anniversaire de la première réunion générale sur la coopération entre les deux organisations. Elle a été précédée par une réunion d'experts les 26 et 27 août 1993.

Historique

2. La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes existe depuis le 1er novembre 1950, date à laquelle l'Assemblée générale a, dans sa résolution 477 (V), prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inviter le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes à assister aux sessions de l'Assemblée générale en qualité d'observateur.

3. En outre, un échange de lettres entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétariat de la Ligue des Etats arabes, en décembre 1960, a abouti à un accord sur un mémorandum dans lequel étaient définis les principes directeurs d'une coopération dans les domaines suivants : consultations mutuelles, action commune, échanges de renseignements et de documents, représentation et liaison.

4. Conformément à l'accord de 1960, le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes a mis en place un dispositif visant à assurer la liaison entre les deux organisations pour la mise en oeuvre des plans convenus de coopération, sous la supervision du Département politique de la Ligue et avec la participation des autres départements et organismes intéressés.

5. La coopération actuelle entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes a été instituée par la résolution 36/24 de l'Assemblée générale du 9 novembre 1981, dans laquelle l'Assemblée a, entre autres, réaffirmé sa résolution 477 (V) et décidé d'inviter la Ligue des Etats arabes à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires en qualité d'observateur, reconnu qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées continuent, selon les besoins, de s'associer étroitement aux efforts déployés par la Ligue des Etats arabes en vue de promouvoir le développement économique et social et de faire progresser la coopération entre pays arabes et la coopération internationale dans ce domaine capital, et prié le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour renforcer la coopération sur les plans politique, économique, culturel et administratif entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes.

6. La première réunion entre les représentants des organismes des Nations Unies et ceux du Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes et de ses organisations spécialisées, qui s'est tenue à Tunis du 28 juin au 1er juillet 1983, avait été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/17 du 16 novembre 1982. La réunion de Tunis a énoncé la stratégie de base pour la coopération entre les deux organisations en adoptant de nombreuses propositions et recommandations de caractère bilatéral et multilatéral. Deux autres réunions générales se sont tenues à Genève en 1988 et 1990 pour examiner les progrès accomplis dans le domaine de la coopération et intensifier les activités de suivi. La réunion de 1990 a décidé de créer six domaines sectoriels pour la coopération entre les deux organisations : paix et sécurité internationales; alimentation et agriculture; travail, commerce, industrie et environnement; affaires sociales; éducation, sciences, culture et information; et communications.

7. D'autres réunions sectorielles ont été consacrées à des domaines de coopération prioritaires.

8. En application de la résolution 43/3 de l'Assemblée générale du 17 octobre 1988, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes ont signé un nouvel accord de coopération entre les deux organisations le 6 octobre 1989. L'accord est entré en vigueur lors de sa signature. Il prévoit que les deux organisations s'efforceront de coopérer activement dans le cadre de leurs programmes respectifs sur les questions d'intérêt commun. Les dispositions relatives à la coopération prévoient des consultations, l'échange d'informations, l'envoi de représentants, le maintien de contacts et des programmes communs.

9. Outre l'accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes, un certain nombre d'accords sur ce sujet ont été conclus entre des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées. De tels accords

ont été conclus avec les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies suivants : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en 1957, 1961 et 1963; l'Organisation internationale du Travail (OIT), en 1958 et 1976; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 1959, 1972, 1974 et 1981; la Commission économique pour l'Asie occidentale (CESAO), en 1960, 1974 et 1985; l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 1961; l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en 1971; l'Organisation météorologique mondiale (OMM), en 1972, 1978 et 1982; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en 1974; l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), en 1974; l'Organisation maritime internationale, en 1976 et 1984; la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en 1977 et 1980; le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en 1979 et 1980; le Centre CNUCED/GATT du commerce international (CCI), en 1980; le Fonds international de développement agricole (FIDA), en 1980 et 1981; et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en 1981.

10. Le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes a assisté aux sessions de l'Assemblée générale et a eu des entretiens avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

11. Les consultations entre les deux organisations ont été facilitées par la création d'un bureau à New York en 1948 et d'un autre à Genève en 1975, et par la nomination d'observateurs permanents ayant rang d'ambassadeur. La nomination d'observateurs permanents a permis à la Ligue de participer de façon active à des réunions importantes de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et d'autres organes des Nations Unies. En outre, la Ligue et ses organisations spécialisées ont été régulièrement représentées à d'autres réunions des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies qui, à leur tour, ont participé à des réunions organisées par la Ligue et ses organisations spécialisées.

II. ARRANGEMENTS PREPARATOIRES

12. Après l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 47/12, des arrangements ont été pris au sein du système des Nations Unies pour que le texte de la résolution soit porté à l'attention des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies auxquels il avait été demandé de fournir des informations sur le niveau actuel de leur coopération avec la Ligue des Etats arabes et de proposer des moyens permettant de resserrer et de développer la coopération entre les deux organisations. La Ligue des Etats arabes a demandé à ses différents départements et à ses organisations spécialisées, en vue de coordonner leurs efforts, de se référer à la résolution 47/12 lors de l'établissement des rapports sur les différents aspects de la coopération les concernant, en formulant des propositions visant à renforcer leur coopération.

13. Les préparatifs de fond en vue de la réunion générale ont été entrepris par les secrétariats des deux organisations chargés de la coordination. Les représentants du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes ont tenu plusieurs réunions, suivies par des consultations avec les représentants des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies en vue de convenir de

l'organisation, de l'ordre du jour, du programme de travail et de la documentation de la réunion générale.

14. A la suite de nouvelles consultations entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, il a été décidé que la réunion pour la célébration du dixième anniversaire se tiendrait au niveau des secrétaires généraux adjoints et des chefs de secrétariat des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes. La réunion aurait lieu les 30 et 31 août 1993 au Palais des Nations, à Genève, et serait précédée les 26 et 27 août par une réunion d'experts, qui examinerait les points inscrits à l'ordre du jour et établirait la version définitive du rapport devant être adopté lors de la réunion générale.

III. ORGANISATION DES TRAVAUX

15. Comme convenu, la réunion générale organisée pour célébrer le dixième anniversaire de la première réunion générale sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes s'est tenue à Genève les 30 et 31 août 1993. Elle a été précédée par une réunion d'experts les 26 et 27 août.

16. La réunion était saisie des documents de travail énumérés ci-après, qui avaient été établis par le Département des affaires politiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur la base des contributions présentées par les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et par le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes et de ses organisations spécialisées :

a) Note d'information et documents de travail sur la coopération actuelle, présentés par les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées;

b) Suggestions pour le renforcement et l'élargissement de la coopération, présentées par les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées;

c) Document de travail sur "Agenda pour la paix" établi par le Département des affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies et le Département des affaires politiques internationales de la Ligue des Etats arabes.

17. Les réunions ont été présidées conjointement par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies, représentant le Secrétaire général de l'Organisation, et le Secrétaire général adjoint aux affaires publiques internationales de la Ligue des Etats arabes, représentant le Secrétaire général de la Ligue.

18. Toutes les réunions se sont tenues en session plénière. Les principales questions de fond inscrites à l'ordre du jour ont été examinées par la réunion d'experts. Les suggestions émanant des débats ainsi que celles formulées dans le document de travail, ont été renvoyées à un groupe de travail ad hoc composé de représentants des départements, organismes et institutions spécialisées

intéressés, en vue d'élaborer des recommandations pratiques devant être incorporées au rapport.

19. L'ordre du jour de la réunion adopté à l'ouverture de la session comprenait les points suivants :

- a) Ouverture de la réunion;
- i) Déclaration du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;
- ii) Déclaration du représentant du Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes;
- b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux;
- c) Déclaration des chefs de secrétariat des organisations et institutions spécialisées;
- d) Examen et évaluation des progrès accomplis en matière de coopération au cours des 10 dernières années;
- e) Examen des suggestions visant à renforcer et à élargir encore la coopération au cours de la prochaine décennie;
- f) Elaboration de mécanismes visant à intensifier la coopération;
- g) Examen des suggestions figurant dans le rapport du Secrétaire général "Agenda pour la paix", particulièrement les aspects touchant les organisations et les arrangements régionaux;
- h) Adoption des rapports;
- i) Questions diverses;
- j) Clôture de la réunion.

20. Des représentants des départements de l'ONU suivants ainsi que des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ont participé à la réunion : Département des affaires politiques, Département des services d'appui et de gestion pour le développement, Département des affaires humanitaires, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des

télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

21. Des représentants des départements et bureaux suivants de la Ligue des Etats arabes et de ses organisations spécialisées et d'autres organisations arabes ont participé à la réunion : Département des affaires politiques internationales, Département des affaires sociales, Département économique, Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, Bureau de l'Observateur permanent de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, Service de la santé et de l'environnement, Conseil arabe des ministres de l'intérieur, Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO), Organisation arabe du travail, Fonds monétaire arabe, Banque arabe pour le développement économique en Afrique, Fonds international pour le développement agricole, Organisation arabe de développement agricole (OADA), Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières, Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, Autorité arabe pour les investissements agricoles et le développement, Académie arabe des transports maritimes, Centre arabe pour l'étude des terres et des zones arides (ACSAD) et Agence arabe de l'énergie atomique.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

22. Pendant leurs délibérations, les représentants des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes et de ses organisations spécialisées ont procédé à un examen critique et à une évaluation des progrès accomplis en matière de coopération au cours des 10 dernières années. Ils ont reconnu que l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes coopéraient étroitement à l'élaboration et à l'exécution de projets et activités visant à promouvoir la paix et la sécurité et le développement économique dans les pays arabes. Conscients de la nécessité de continuer à consolider la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes, de la renforcer et de l'élargir au cours de la prochaine décennie dans les domaines politique, économique, social, humanitaire, culturel et administratif, les participants à la réunion sont convenus de ce qui suit :

a) L'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes devraient orienter leur action en s'appuyant sur les domaines prioritaires établis par la réunion comme base de coopération entre les deux systèmes, en vue de mettre au point une approche concertée pour formuler les projets et programmes communs;

b) Il convient de désigner des organismes chefs de file et des centres de liaison pour chaque domaine prioritaire afin de donner suite aux conclusions et recommandations adoptées par les réunions des deux organisations et d'assurer la coordination sectorielle;

c) Les organisations spécialisées de la Ligue des Etats arabes seront appelées à fournir des experts et à servir, dans leur domaine de spécialité, d'agents d'exécution des projets et programmes de coopération proposés par les institutions spécialisées de l'ONU pour les pays arabes aux niveaux régional et national. Lorsque des activités sont de la compétence de plusieurs organismes

des Nations Unies ou organisations de la Ligue des Etats arabes, il convient de créer un groupe de travail desdits organismes ou organisations;

d) Toutes les institutions spécialisées des Nations Unies qui n'ont pas encore signé un accord de coopération avec la Ligue des Etats arabes sont invitées à le faire;

e) La Ligue des Etats arabes devrait envisager de faire accréditer les institutions des Nations Unies ayant leur siège au Caire comme bureaux de liaison auprès du Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes afin de renforcer la coopération avec les organismes et institutions concernés;

f) La CEA et la CESAO sont, en fait, les commissions économiques régionales des pays arabes. La Ligue des Etats arabes devrait les associer aux travaux de ses commissions techniques et tirer pleinement parti des services d'experts dont elles disposent;

g) Le Département des affaires politiques du Secrétariat de l'ONU, pour sa part, doit faire jouer un rôle plus actif au PNUD, ainsi qu'à la CEA et la CESAO en tant que commissions régionales, dans le cadre de la coopération entre les deux organisations;

h) La Ligue des Etats arabes devrait encourager les rencontres entre le personnel du siège des institutions chefs de file au sein du système des Nations Unies et leurs homologues de la Ligue des Etats arabes, pour assurer le suivi des recommandations;

i) En ce qui concerne les projets socio-économiques envisagés par la Ligue des Etats arabes, celle-ci devrait étudier avec les institutions et les organismes des Nations Unies concernés la possibilité de détacher des experts arabes pour aider la Ligue des Etats arabes à élaborer des études et des documents;

j) La Ligue des Etats arabes pourrait aussi étudier les possibilités de détacher du personnel technique auprès des organismes des Nations Unies concernés, pour y suivre un stage de formation et d'orientation;

k) Le Département des affaires politiques est à même de prendre les dispositions nécessaires pour que le personnel supérieur de la Ligue puisse se rendre au Siège de l'Organisation des Nations Unies afin d'y rencontrer les fonctionnaires de rang élevé du Secrétariat de l'ONU, ainsi que du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et de la CEA. Le personnel supérieur de la Ligue devrait aussi maintenir des contacts réguliers avec les institutions et organismes compétents à Genève, Vienne, Rome, Paris, Nairobi et Addis-Abeba.

23. La réunion a décidé de créer des comités sectoriels permanents représentant la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées et l'ONU et ses institutions spécialisées, qui se réuniront annuellement en vue d'examiner et de surveiller l'application des accords mutuels et les progrès accomplis dans le cadre des activités communes et d'identifier de nouveaux domaines de coopération.

24. La réunion, ayant reconnu qu'il est important que la coopération se poursuive entre les deux organisations afin de promouvoir le développement social et économique dans la région arabe et de promouvoir la compréhension en vue d'assurer le maintien de la paix, a pris les décisions suivantes.

A. Paix et sécurité internationales

25. La réunion a exprimé son appui à l'instauration de la paix et la sécurité internationales, afin que tous les peuples et pays du monde connaissent le progrès. Elle a réitéré ses appels en faveur du plein respect des principes et objectifs de la Charte des Nations Unies ainsi que des résolutions de l'Organisation concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

26. La réunion a exprimé l'espoir de voir cette coopération contribuer par tous les moyens à l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient, ainsi que de la résolution 425 (1978) du 19 mars 1978, relative au Sud du Liban.

27. En outre, la Ligue des Etats arabes réaffirme qu'elle est résolue à aider l'Organisation des Nations Unies à s'acquitter des fonctions qui sont les siennes en vertu de la Charte en ce qui concerne l'instauration de la paix et de la sécurité et la promotion de la liberté, de la souveraineté, du progrès et de la prospérité pour tous les peuples.

Agenda pour la paix

28. La réunion a examiné le point de l'ordre du jour consacré au rapport du Secrétaire général "Agenda pour la paix", en particulier le chapitre concernant la coopération avec les organisations et les arrangements régionaux. Après un échange de vues, la réunion a conclu qu'Agenda pour la paix contient de nombreux éléments positifs. Elle a aussi pris note du fait que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale examinent, aux fins d'adoption, des propositions pour la mise en oeuvre d'Agenda pour la paix. Selon la Ligue des Etats arabes, l'Organisation des Nations Unies doit maintenir le caractère sacré de la Charte des Nations Unies, appliquer les mêmes critères pour tous et adopter une position équilibrée en s'appuyant sur le principe de l'équité afin de maintenir sa neutralité universelle. La Ligue attend les observations de ses Etats membres pour formuler sa position concernant Agenda pour la paix.

Désarmement

29. La Ligue des Etats arabes considère que le désarmement en général et le désarmement régional en particulier, qui aura pour effet de libérer les ressources humaines et matérielles nécessaires au développement, aura une importance fondamentale pour l'instauration de la paix et de la sécurité internationales.

30. Les participants à la réunion ont considéré qu'une approche globale des questions de désarmement couvrant tous les Etats ainsi que les armes de destruction massive était le seul moyen réaliste et efficace d'atteindre un objectif aussi important. Ils ont aussi appelé l'attention sur la résolution pertinente de l'Assemblée générale qui invitait à créer une zone exempte d'armes

de destruction massive, y compris les armes nucléaires, dans la région du Moyen-Orient.

31. Les Etats arabes se déclarent prêts à s'associer à toutes les propositions concernant le désarmement qui sont de nature à instaurer une parité quantitative et qualitative en matière de capacités militaires entre les Etats de la région, en appliquant les mêmes critères à chacun d'entre eux. Ils se déclarent prêts aussi, en application des résolutions 5232 et 5285 du Conseil de la Ligue des Etats arabes, à coopérer sur la base de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, en vue de créer une zone exempte d'armes de destruction massive, sous réserve qu'Israël réponde aux demandes internationales et ratifie le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et place ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en application de la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité du 19 juin 1981, car le fait qu'Israël possède des armes nucléaires et refuse d'accepter la supervision de l'AIEA fait obstacle à l'élimination des armes de destruction massive et à l'instauration de la paix et de la sécurité dans la région.

Discrimination raciale et droits de l'homme

32. La Ligue des Etats arabes considère qu'il convient de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre la discrimination raciale dans le monde. La Ligue a réaffirmé son appui aux efforts de l'Organisation visant à éliminer totalement la discrimination raciale. Elle appuie pleinement les efforts déployés par l'Organisation pour promouvoir les droits de l'homme dans le monde. Elle a demandé à toutes les parties concernées de coopérer au processus visant à instaurer une Afrique du Sud démocratique et non raciale, comme demandé dans les résolutions pertinentes de l'ONU.

La question de Palestine et la situation au Moyen-Orient

33. La question de Palestine, qui est au coeur du conflit israélo-arabe, est la préoccupation première de la Ligue des Etats arabes. La Ligue a demandé instamment à la communauté internationale, aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité en particulier, de respecter les normes de la Charte des Nations Unies en vue d'appliquer les résolutions consacrant la légitimité internationale et l'obligation de tous les Etats, sans exception, d'appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Cela contribuera au succès des négociations de paix qui se déroulent sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date respectivement du 22 novembre 1967 et du 22 octobre 1973, et qui conduiront à l'instauration d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient.

34. La réunion a estimé qu'il fallait intensifier les efforts internationaux en vue d'appliquer la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, qui demande à Israël de retirer ses forces du Sud du Liban. Cela contribuerait aux efforts de paix en cours.

B. Coopération économique, financière et technique pour le développement

35. Les 10 dernières années ont vu s'accroître la coopération entre la Ligue des Etats arabes et les organismes des Nations Unies dans divers domaines d'activité touchant le développement économique et social de la région arabe, ainsi que la protection de l'environnement. Les activités et les programmes relevant de cette coopération sont exposés dans les rapports annuels du Secrétaire général de l'ONU.

36. Bien que les activités entreprises conjointement par le système des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées aient été considérables, il est hors de doute qu'il est possible, et nécessaire, d'élargir encore la coopération entre les deux organisations, ce qui, selon les participants à la réunion, suppose de trouver des solutions aux problèmes qui en ont gêné les progrès :

- a) Insuffisance des ressources financières;
- b) Absence de mécanisme bien défini chargé d'en assurer la bonne marche et le suivi;
- c) Lenteur de l'instruction des projets;
- d) Manque d'harmonisation entre les priorités retenues de part et d'autre;
- e) Dans bien des cas, absence de centres de coordination et de suivi des activités conjointes.

37. S'agissant de la coopération future, le sentiment était qu'il faudrait organiser des consultations régulières sur les questions intéressant la région arabe. La Ligue et ses organisations spécialisées devraient, dans toute la mesure possible, participer à l'élaboration des rapports régionaux rédigés à l'occasion de conférences régionales et internationales sur le développement.

38. Les aspects ci-après devraient être considérés comme hautement prioritaires :

- a) Développement humain;
- b) Transfert et acquisition de technologies appropriées;
- c) Sécurité alimentaire et nutrition;
- d) Resserrement de la coopération régionale et interrégionale;
- e) Restructuration économique et promotion des investissements;
- f) Commerce, transports et communications;
- g) Développement durable, et notamment protection de l'environnement et protection des ressources naturelles;

- h) Mise en valeur et conservation des ressources en eau;
- i) Aide directe aux pays arabes les moins avancés et au peuple palestinien des territoires occupés;
- j) Gestion de l'information.

39. La poursuite de ces objectifs prioritaires déboucherait sur un programme d'assistance technique à long terme apportée à l'échelon régional par les organismes des Nations Unies, programme auquel la Ligue et ses organisations spécialisées participeraient activement du stade initial de l'identification et de la définition des projets jusqu'à la réalisation et au suivi.

40. La coopération entre le système des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes doit pouvoir servir à mobiliser les efforts et les ressources de tous les organismes intéressés, afin qu'ils définissent des politiques, des programmes et des projets de coopération économique, financière et technique favorisant le développement de la région arabe.

PNUD et Ligue des Etats arabes

41. Il est recommandé que la Ligue des Etats arabes et les organisations spécialisées arabes participent, en fonction de leurs domaines de compétence respectifs, aux réunions des comités directeurs des projets régionaux, que l'ONU et la Ligue cofinancent ou non lesdits projets. Ce faisant, la Ligue ou l'organisation spécialisée compétente pourront exposer leur point de vue touchant le développement, et, du fait qu'ils connaissent bien la région et les secteurs bénéficiant des projets, verser aux dossiers des renseignements techniques précis.

Industrie

42. Les 10 dernières années de coopération entre l'ONUDI et l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières ayant été fructueuses, il faudrait s'employer plus activement à profiter des expériences réussies et à définir des programmes et des mécanismes novateurs répondant aux impératifs du développement industriel de la région arabe.

43. Outre les domaines jugés prioritaires par l'ONUDI et la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées aux termes du Programme spécial pour le développement des pays arabes, il faudrait se préoccuper tout particulièrement des aspects ci-après :

- a) Assurer un développement industriel durable en protégeant l'environnement, notamment par le transfert de techniques moins polluantes, la gestion des déchets, la récupération, la gestion et la formation écologiques, l'application du Protocole de Montréal, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les économies d'énergie, et l'exploitation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans les pays ne produisant pas de pétrole;

- b) Encourager l'investissement par une coopération plus étroite entre les investisseurs arabes et des coinvestissements conjoints entre Arabes et étrangers;

c) Examiner et évaluer le rôle respectif des secteurs public et privé, en vue de réformer les structures, d'assurer le maximum de rendement et la participation la plus large de tous les agents économiques;

d) Elaborer avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), en se fondant sur une évaluation technique et économique et en fonction des situations concrètes, un programme pour le développement d'agro-industries susceptibles de remplacer la production de stupéfiants, qui comporterait des activités de formation, de choix des matériels voulus et des techniques appropriées.

44. Il faudrait examiner de plus près les arrangements institutionnels relevant du Programme spécial (sous les auspices de l'ONUDI), afin de faire participer plus activement l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières à la planification et au financement des activités industrielles régionales. On peut être amené à cette fin à mobiliser des ressources arabes et internationales en vue de stimuler la coopération entre l'ONUDI et la Ligue des Etats arabes à des activités industrielles conjointes dans les pays arabes, et à choisir d'autres modalités de financement des projets, notamment partage des frais et fonds d'affectation spéciale, dont l'ONUDI a l'expérience.

45. L'ONUDI, la CESAO, la Ligue des Etats arabes et l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières sont invitées à accroître les crédits alloués au Programme spécial pour le développement industriel des pays arabes.

46. L'ONUDI et la CEA sont priées de coopérer avec l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières à la planification et à l'exécution des programmes de développement industriel des pays arabes d'Afrique.

47. La CEA est invitée à se joindre aux organismes collaborateurs du Programme spécial et à participer à son exécution.

48. L'ONUDI et la CEA sont invitées à coopérer avec l'Organisation arabe du travail dans les domaines d'intérêt mutuel ci-après :

a) Valorisation des ressources humaines, notamment dans les petites industries;

b) Participation aux réunions et colloques consacrés à la formation de la main-d'oeuvre;

c) Echange de publications et de documents traitant de la valorisation des ressources humaines.

C. Ressources naturelles et environnement

49. Les organismes des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes ont échangé des informations sur des études, des colloques et des réunions concernant l'environnement ou les ressources naturelles, tenus ou réalisés par les organismes ci-après : Département des services d'appui et de gestion pour le

développement du Secrétariat de l'ONU, PNUD, PNUE, CEA, CESAO, FAO, OMM, FIDA, Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement, Organisation arabe de développement agricole (OADA), Centre arabe pour l'étude des terres et des zones arides (ACSAD), Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALECSO), Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles et Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

50. Les organismes des Nations Unies sont priés de tenir la Ligue des Etats arabes au courant des programmes dont ils se sont chargés dans les pays arabes en matière d'environnement et de ressources naturelles, afin que les organismes arabes puissent les étudier et décider dans quelle mesure y participer.

51. Dans ce domaine de coopération, il faut noter les points ci-après :

a) La priorité devrait aller à la prévention de la désertification, à l'accroissement des superficies plantées, à la réduction et au traitement des déchets industriels, à la sensibilisation aux préoccupations écologiques, et à l'éducation, avec la participation des organismes ci-après : PNUD, PNUE, CEA, CESAO, FAO, OMM, FIDA, Centre arabe pour l'étude des terres et des zones arides (ACSAD), Organisation arabe de développement agricole (OADA), Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALECSO) et Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles;

b) Le Comité commun pour l'environnement et le développement dans la région arabe entreprendra deux grandes activités : i) la mise en place d'un réseau d'information sur l'environnement; ii) l'organisation d'une conférence ministérielle panarabe sur le développement agricole et rural durable dans la région arabe, avec la participation des organismes intéressés de la Ligue des Etats arabes et des Nations Unies, conformément à la décision du Comité commun;

c) L'OPAEP, au nom de la Ligue des Etats arabes et d'autres organismes patronnant cette manifestation, invitera les organismes intéressés des Nations Unies (Département des services d'appui et de gestion pour le développement du Secrétariat de l'ONU, CNUCED, PNUD, CEA, CESAO, ONUDI) et d'autres organismes à assister à la cinquième Conférence arabe sur l'énergie, qui se tiendra au Caire en mai 1994.

D. Alimentation et agriculture

52. La réunion a convenu qu'à l'avenir, le système des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes avec ses organisations spécialisées prendraient en compte, dans leur coopération portant sur l'alimentation et l'agriculture dans les pays arabes, les considérations ci-après :

a) Il se tiendrait chaque année, entre la FAO, l'OADA et l'ACSAD, des consultations préalables à la définition des programmes et activités annuels, afin de favoriser et resserrer la coopération, d'éviter les activités redondantes et d'assurer une exécution harmonieuse;

b) La FAO, l'OADA et l'ACSAD devraient participer en association, dans la mesure du possible, à la réalisation conjointe d'activités et de missions sur place;

c) L'OADA, l'ACSAD et l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles devraient participer régulièrement aux commissions techniques régionales de la FAO, telles que la Commission régionale pour l'agriculture, la Commission régionale pour les politiques économiques et sociales, la Commission régionale de Londres sur l'eau;

d) La Ligue des Etats arabes, l'OADA et l'ACSAD devraient participer activement aux groupes de travail régionaux créés par la FAO comme instances de coopération régionale;

e) Il faudrait faire appel aux organismes arabes spécialisés dans l'agriculture pour l'exécution des projets financés par le PNUD dans la région arabe;

f) L'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles et le FIDA sont disposés à examiner les propositions relevant de leur domaine de compétence et visant particulièrement la production alimentaire, la lutte contre la pauvreté rurale, la protection de l'environnement et l'amélioration de la situation sociale et économique des femmes rurales;

g) Le PNUD devrait consolider son bureau régional du Caire pour renforcer la coopération écologique avec la Ligue des Etats arabes;

h) La Commission économique pour l'Afrique, homologue de la CESAO desservant neuf Etats arabes, devrait à l'avenir être invitée à participer aux réunions conjointes de l'ONU et de la Ligue des Etats arabes;

i) L'OADA et la FAO ont déjà identifié les projets ci-après à exécuter conjointement :

i) Inventaire des ressources nationales par le biais d'une base de données géologiques normalisées, en vue de la planification du développement agricole viable et d'activités de construction respectueuses de l'environnement;

ii) Projets "ceinture verte" de lutte contre la désertification dans les pays arabes;

j) L'OADA contribuera et participera aux préparatifs d'un plan-cadre et d'un programme d'action régional à l'intention des femmes, élaborés par le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient;

k) L'OADA et le Centre du commerce international (CCI) ont identifié un projet à exécuter en commun, concernant un Service d'informations régionales sur les marchés, à l'intention des pays arabes;

l) L'OADA envisage d'exécuter les projets ci-après avec des institutions des Nations Unies :

i) Politiques de mise en valeur du potentiel de production, d'utilisation et de commerce de l'orge au Moyen-Orient et en Afrique du Nord;

- ii) Appui au développement des petites exploitations agricoles de la région;
- iii) Mise en valeur des ressources halieutiques;
- iv) Développement des cultures irriguées dans la région arabe;
- v) Lutte contre les pertes dans la production vivrière et agricole;
- vi) Renforcement des institutions agricoles;
- vii) Transfert de technologies agricoles;
- viii) Mesures visant à atténuer les effets de l'ajustement économique subis par les petits exploitants, et lutte contre la pauvreté rurale;
- ix) Mise au point de techniques de stockage (irradiation);
- x) Utilisation des produits secondaires de l'agriculture;
- xi) Protection des cultures d'oliviers et d'agrumes dans la région arabe;
- m) L'ACSAD envisage de coopérer avec les organismes intéressés du système des Nations Unies pour formuler et réaliser les activités ci-après, qui présentent un intérêt mutuel :

<u>Domaine de coopération</u>	<u>Organismes intéressés des Nations Unies</u>
Etude des ressources en eau de la région, et coordination dans ce domaine	Département des services d'appui et de gestion pour le développement du Secrétariat de l'ONU, PNUD, CEA, CESAO, FAO, OMM
Lutte contre la désertification et la sécheresse, développement des "ceintures vertes" dans les pays arabes, gestion et revalorisation des sols	PNUD, PNUE, CEA, CESAO, FAO, OMM
Revalorisation des sols, et gestion des ressources en eau	PNUD, CEA, CESAO, FAO, OMM, ONUDI
Programmes de recherche appliquée et mise en place de systèmes agricoles régionaux dans les régions arides et sèches	PNUD, CEA, CESAO, FAO, OMM, FIDA
Organisation et tenue de colloques, de conférences et de stages dans les domaines présentant un intérêt mutuel	PNUD, FAO, OMM, OMPI, ONUDI

<u>Domaine de coopération</u>	<u>Organismes intéressés des Nations Unies</u>
Protection de l'environnement, surtout dans les zones arides et semi-arides	PNUD, PNUE, CEA, CESAO, FAO, OMM, ONUDI, Alliance mondiale pour la nature (UICN)
Soutien et suivi de l'exécution des programmes d'étude du chameau	FAO, FIDA
Promotion des petits ruminants	FAO
Appui au programme arabe visant la sécurité de l'approvisionnement en eau	PNUD, FAO, UNESCO, OMM, ONUDI
Soutien et financement du programme de surveillance de l'aridité, et élaboration d'une stratégie pour y faire face dans les pays arabes	PNUD, OMM, ONUDI
Protection et mise en valeur des zones pastorales marginales dans les pays arabes	PNUD, FAO, FIDA
Protection de la diversité biologique dans les pays arabes, avec ses utilisations pour le développement et la protection de l'environnement	PNUD, FAO, ONUDI, UICN, Conseil international des ressources génétiques végétales
Collecte, sauvegarde et évaluation et ressources génétiques végétales dans les pays arabes, en vue de leur utilisation pour le développement de l'agriculture dans ces pays	FAO, Conseil international des ressources génétiques végétales
Propagation et diffusion dans les pays arabes de souches améliorées de blé et d'orge résistant à la sécheresse et à la salinité	PNUD, FAO

E. Transports et communications

Académie arabe des transports maritimes

53. La plupart des recommandations adoptées lors de la première réunion générale de coopération entre l'ONU et la Ligue des Etats arabes, tenue à Tunis en 1983, et surtout celles qui avaient trait à l'enseignement et à la formation maritimes, ont été suivies d'effet ces dernières années. Mais les avis, les conseils techniques et le soutien financier de l'Organisation maritime internationale et d'autres institutions et organismes spécialisés des Nations Unies, notamment le PNUD, la CNUCED et l'OIT, restent indispensables

dans les domaines ci-après, parallèlement au concours apporté par l'Académie arabe des transports maritimes :

- a) Assistance technique pour l'élaboration et l'application des législations maritimes nationales;
- b) Achèvement de la mise en place dans les pays arabes d'administrations nationales chargées de la sécurité maritime;
- c) Elaboration de programmes et de dispositifs nationaux et régionaux de prévention de la pollution;
- d) Poursuite de la définition et de la réalisation de programmes nationaux et régionaux de formation à l'exploitation des transports et autres activités maritimes;
- e) Traduction en arabe du programme modèle de formation de l'Organisation maritime internationale;
- f) Utilisation accrue des possibilités offertes par l'Académie maritime internationale pour la formation de personnel de haut niveau à l'exploitation des transports et autres activités maritimes.

54. En vue de réaliser lesdits objectifs, il faudra renforcer la coopération entre la Ligue des Etats arabes et les institutions spécialisées des Nations Unies, principalement l'OMI, ce qui pourrait se faire selon les modalités ci-après :

- a) Conclusion d'un accord de coopération avec l'OMI;
- b) Détachement auprès de l'OMI à Londres d'un représentant permanent de l'Académie arabe des transports maritimes qui coordonnerait les activités de coopération entre les pays arabes et cette organisation;
- c) Participation réciproque aux réunions;
- d) Echange d'informations et de documents sur toutes les questions présentant un intérêt mutuel;
- e) Participation à l'organisation et au patronage de stages d'études et de formation, notamment en matière de sécurité et de prévention de la pollution;
- f) Recours à l'OIT, à la CNUCED et au PNUD, en vue d'obtenir d'eux, dans leurs domaines de compétence respectifs, les avis techniques et le soutien financier voulus pour une formation technique et administrative;
- g) Création d'un centre international chargé de l'exécution des projets.

55. L'ampleur des activités internationales, régionales et nationales de l'Académie arabe des transports maritimes exige qu'elle soit soutenue à tous les échelons pour centraliser l'ensemble des mécanismes de coopération entre l'ONU et la Ligue des Etats arabes. Il conviendrait de lui confier la réalisation d'études de pointe et le contrôle du suivi.

Coopération avec l'Union internationale des télécommunications

56. Les participants à la réunion ont également invité l'Union internationale des télécommunications (UIT) et le secrétariat technique de la Ligue des Etats arabes à poursuivre leur coopération pour le développement du réseau de télécommunication dans la région arabe, en particulier des réseaux MODARABTEL, et à adopter les modalités de coopération et de coordination ci-après :

- a) Consultations réciproques sur l'élaboration des plans et projets respectifs;
- b) Organisation conjointe, dans la mesure du possible, de colloques et de stages de formation régionaux;
- c) Organisation de réunions semestrielles de coordination;
- d) Invitation réciproque aux réunions;
- e) Désignation de part et d'autre d'un centre de liaison permettant d'entrer en rapport directement et sans retard, ainsi que de coordonner les activités.

Aviation civile

57. L'ONU et la Ligue des Etats arabes, ainsi que leurs institutions et organisations spécialisées, et en particulier l'OACI et la Commission arabe de l'aviation civile, ont été invitées à coopérer dans les domaines suivants :

- a) Constitution d'une base de données sur les transports aériens pour la région arabe;
- b) Formation de personnels de l'aviation civile;
- c) Elaboration de projets régionaux de coopération technique visant l'aviation civile;
- d) Action conjointe pour la mise en place d'équipements et de services de navigation aérienne;
- e) Echange d'informations et de documents;
- f) Echange d'invitations aux réunions présentant un intérêt mutuel.

Services postaux

58. Les organismes spécialisés des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes, notamment l'Union postale universelle (UPU), ont été invités à coopérer dans les domaines ci-après :

- a) Echange d'informations et de documents;
- b) Assistance technique au Comité postal permanent des pays arabes;

c) Echange d'informations sur le découpage en secteurs postaux de la région arabe.

F. Commerce et développement

59. Etant donné l'importance de la coopération économique entre pays en développement pour le développement des pays arabes comme pour la santé de l'économie mondiale, la Ligue des Etats arabes, la CNUCED et les commissions économiques régionales intéressées devraient coopérer selon les modalités ci-après :

- a) Epauler le processus d'intégration des pays arabes;
- b) Etudier des problèmes particuliers liés à l'intégration, comme la perte de revenus fiscaux, les règles d'origine, la libéralisation du commerce et l'harmonisation douanière, et y proposer des solutions;
- c) Enrichir le processus d'intégration de l'expérience comparée d'autres régions en développement, et encourager la coopération interrégionale;
- d) Fournir une assistance technique dans lesdits domaines, avec l'aide d'organismes de financement tels que le PNUD. Tous les projets de ce type seraient élaborés et réalisés en consultation avec la Ligue des Etats arabes.

60. L'ONU comme la Ligue des Etats arabes, avec leurs institutions et organisations spécialisées, notamment la CNUCED, le PNUD, la CEA, la CESAO, le GATT et le CCI, ont été invitées à poursuivre leur coopération, surtout dans les domaines suivants :

- a) Mise en place d'un réseau arabe d'information commerciale, fonctionnant à l'échelon régional entre les pays arabes;
- b) Valorisation des ressources humaines dans le domaine commercial, et organisation de stages de formation;
- c) Apport d'assistance technique;
- d) Examen des échanges et des politiques commerciales, en vue notamment de réformer ces dernières, promotion des exportations et négociations commerciales multilatérales;
- e) Appui au financement des échanges nationaux et régionaux;
- f) Aide accrue au peuple palestinien des territoires occupés, en vue du développement et de la restructuration économiques, ainsi que de la formulation de projets plus nombreux, compte tenu de l'étude que doit réaliser la CNUCED.

G. Energie atomique

61. Les participants à la réunion ont hautement apprécié les diverses activités de l'Agence arabe de l'énergie atomique et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans les domaines de coopération indiqués ci-après.

Projets visant la pénurie d'eau

62. Le monde arabe est situé dans une région caractérisée par la pénurie d'eau, de sorte que les projets faisant appel à des techniques nucléaires pour l'étude et l'évaluation des eaux souterraines (quantité, âge, réalimentation, etc.) y présentent un intérêt crucial. L'AIEA a déjà travaillé en ce sens avec certains pays arabes, mais il est recommandé d'intensifier ces travaux en resserrant la coopération entre l'AIEA et l'Agence arabe de l'énergie atomique.

63. Il faudra dans les 10 prochaines années développer et soutenir le dessalement de l'eau au moyen de petits et moyens réacteurs, afin d'obtenir de l'eau potable en quantité suffisante pour l'alimentation publique. Les participants à la réunion se sont dits très satisfaits de la coopération de l'AIEA et de l'Agence arabe de l'énergie atomique en la matière.

Projets visant la pénurie d'électricité

64. Nombre de pays arabes ne disposent pas de ressources énergétiques suffisantes. L'un des moyens de répondre à cette situation est l'implantation de centrales nucléaires, que l'on pourrait entamer et poursuivre sous l'égide de l'AIEA, et en activant la coopération entre l'AIEA et l'Agence arabe de l'énergie atomique.

Projets visant l'amélioration de la production végétale et animale

65. Les participants à la réunion ont instamment demandé :

a) Que la coopération régionale soit poursuivie et développée pour les activités visant la recherche sur les mutations, la fertilité des sols, la productivité de l'élevage et autres domaines analogues;

b) Que l'AIEA et l'Agence arabe de l'énergie atomique exploitent en coopération un réseau écologique de surveillance de la radioactivité, qui serait ultérieurement relié au réseau écologique mondial de surveillance de la radioactivité;

c) Que les deux organismes coopèrent pour la formation et la valorisation de la main-d'oeuvre, s'agissant des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire sous leurs différents aspects.

H. Financement

66. Il est recommandé que l'ONU et la Ligue des Etats arabes, ainsi que leurs institutions spécialisées et organismes subsidiaires, notamment la CNUCED, le PNUD, la CEA, la CESAO, la Banque mondiale, le FMI, le CCI, le Fonds monétaire arabe, le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) et la Compagnie inter-arabe pour la garantie des investissements, coopèrent dans les domaines suivants :

a) Action soutenue en vue de faire appel dans toute la mesure possible aux ressources financières et techniques des institutions régionales et internationales, pour la réalisation des programmes des institutions financières

arabes, de manière que celles-ci bénéficient des meilleurs services offerts à l'échelon international et puissent élargir et développer leurs activités;

b) Développement des marchés régionaux de capitaux et des institutions régionales;

c) Consultations sur les réformes économiques et l'ajustement;

d) Soutien aux investissements conjoints, surtout à ceux qui favorisent l'apport de technologies dans la région et l'acquisition de capacités techniques régionales;

e) Appui à la coopération monétaire, notamment par des mécanismes régionaux de compensation et de paiement;

f) Fourniture d'assistance technique et de services de formation;

g) Organisation de séminaires.

I. Questions sociales

Population

67. La coopération dans ce domaine entre la Ligue des Etats arabes et l'Organisation des Nations Unies, nourrie par les succès déjà obtenus, a besoin d'être encore renforcée. En 1982, un groupe de recherche sur la population a été créé dans le cadre de la Ligue des Etats arabes, avec l'appui du FNUAP. La deuxième phase des activités de ce groupe a commencé en 1992 et devrait être achevée d'ici à la fin de 1996. Le groupe procède actuellement à une analyse approfondie des résultats du projet panarabe pour le développement de l'enfant (PAPCHILD) portant sur la santé maternelle et infantile et exécuté conjointement par l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes. Il effectue aussi une série d'études sur l'immigration arabe et évalue la participation des femmes aux activités économiques. Il s'occupe également de plusieurs questions qui nécessiteront une coopération accrue de l'ONU :

a) L'intégration aux activités du projet PAPCHILD de l'élément éducation considéré comme une variable de base du développement de l'enfant arabe. Ceci permettrait d'aller au-delà des simples paramètres physiques pour mieux tenir compte des différents aspects de la santé. En outre, on pourrait ainsi obtenir, de façon harmonieuse, rationnelle et normalisée, les données nécessaires pour évaluer les indicateurs, proposés ou existants, de suivi des objectifs définis dans le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90 adopté au Sommet mondial pour les enfants tenu à New York en 1990. Il est donc nécessaire de renforcer le projet PAPCHILD, d'élargir son champ d'activité et de prolonger sa durée;

b) La protection sur le plan économique, social, culturel et humanitaire des immigrants arabes dans les pays hôtes;

c) Les incidences des politiques régissant les programmes d'ajustement structurel sur la situation de la population des pays arabes;

/...

d) L'intensification de la coopération entre la Ligue des Etats arabes et le FNUAP dans le domaine de la recherche sur la population. Les résultats de l'étude menée à ce sujet seront très largement diffusés afin de sensibiliser les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des politiques et de leur faire mieux comprendre l'importance des questions relatives à la population dans le contexte de la planification du développement social et économique national. Plus précisément, la diffusion des données collectées par le projet PAPCHILD servira à améliorer le bien-être des enfants et des femmes. Et ceci, à son tour, permettra de faire baisser les taux de mortalité infantile et maternelle et d'améliorer l'information et les services dans les secteurs de la planification de la famille et de la santé maternelle et infantile.

68. Ce domaine de coopération intéresse les partenaires suivants : le Département des services d'appui et de gestion pour le développement (DDSMS), l'UNICEF, le FNUAP, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'UNESCO, l'ALECSO, le Secrétariat général pour les affaires sociales de la Ligue arabe et le Programme arabe du Golfe.

Développement de l'enfant : soins, protection et développement de l'enfant

69. L'UNICEF considère la Ligue des Etats arabes comme un partenaire important dans la grande alliance pour les enfants, et s'affirme une nouvelle fois résolu à coopérer avec la Ligue à la mise en oeuvre de la Déclaration mondiale et du Plan d'action adoptés au Sommet mondial pour les enfants et à préconiser la ratification et l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant dans les pays de la nation arabe.

70. Avec d'autres organismes, les deux organisations ont oeuvré en coopération étroite au cours de la dernière décennie et particulièrement des cinq dernières années pour promouvoir le bien-être et le développement des enfants et des femmes arabes.

71. La Ligue des Etats arabes et l'UNICEF sont déterminés à coopérer pour atteindre les buts énoncés dans le Plan panarabe pour les soins, la protection et le développement de l'enfant adopté à la réunion de haut niveau pour le bien-être, la protection et le développement de l'enfant qui s'est tenue à Tunis en novembre 1992 et à appuyer l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action national dans chaque pays afin d'atteindre les objectifs de la Décennie pour les enfants. Le Comité mixte de la Ligue des Etats arabes/UNICEF, qui se réunit deux fois par an, est l'instance appropriée pour l'examen périodique des questions qui ont trait à la coopération entre les deux organisations. Celles-ci continueront à oeuvrer de concert et à participer aux réunions sectorielles techniques et de haut niveau concernant le bien-être des enfants et des mères. Chaque organisation est dotée du statut d'observateur auprès des organes exécutifs compétents de l'autre.

72. Comme il est indiqué ci-après, les principaux objectifs ainsi que les idées qui ont inspiré le Plan panarabe suivent étroitement ceux du Sommet mondial pour les enfants. Le Plan panarabe est un cadre utile pour l'adoption de nouvelles initiatives et d'approches régionales prometteuses, pour la mobilisation de ressources sociales et financières supplémentaires dans l'intérêt des enfants arabes, pour des actions conjointes et, surtout, pour la promotion de la cause des enfants et des femmes.

73. La Ligue des Etats arabes et l'UNICEF oeuvreront en étroite collaboration à l'élaboration d'une stratégie de collecte de fonds à l'intention des enfants de la région, permettant en particulier de financer les programmes d'action nationaux et de promouvoir la création d'un fonds pour les enfants arabes.

74. Le Comité permanent de la Ligue des Etats arabes et de l'UNICEF continuera de tenir des réunions périodiques afin de prendre des décisions communes sur les questions suivantes : assistance technique, à fournir conjointement aux pays qui en feront la demande, concernant la conception et l'application des programmes d'action nationaux; examen des rapports périodiques des pays afin d'orienter les activités de suivi et d'intensifier les actions en collaboration; envoi de délégations communes chargées de faire le bilan de l'application des programmes d'action, d'aplanir les difficultés et de tirer des enseignements de l'expérience des pays en vue de renforcer les capacités d'organisation, d'administration et d'exécution aux niveaux national et local. La première réunion des hauts responsables des questions intéressant les enfants dans les Etats arabes se tiendra à la fin de 1993. Elle aura lieu à l'invitation du Secrétariat de la Ligue des Etats arabes et du Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord avec la participation du Comité technique consultatif permanent pour les enfants.

75. Dans le cadre du Plan panarabe pour les soins, la protection et le développement de l'enfant, la coopération entre la Ligue des Etats arabes et l'UNICEF visera principalement les objectifs de la Décennie énoncés dans le Plan et dont les principaux sont les suivants :

a) Réduire d'un tiers entre 1990 et l'an 2000 les taux de mortalité des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans, ce qui reviendrait à les ramener à 50 et 70 pour 1 000 naissances vivantes;

b) Réduire de moitié entre 1990 et l'an 2000 le taux de mortalité maternelle;

c) Réduire de moitié entre 1990 et l'an 2000 les taux de malnutrition grave et modérée chez les enfants de moins de 5 ans;

d) Assurer l'accès universel à l'eau potable salubre et à des méthodes sanitaires d'évacuation des excréments;

e) Assurer une éducation de base universelle d'ici à l'an 2000;

f) Eliminer l'analphabétisme des adultes, particulièrement celui des femmes, d'ici à l'an 2000;

g) Mieux protéger les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles.

76. Au cours de la période 1993-1995, la coopération entre l'UNICEF et la Ligue des Etats arabes portera principalement sur les activités visant à atteindre les objectifs suivants d'ici à 1995 :

a) Faire en sorte que 75 % de toutes les femmes enceintes reçoivent au moins deux doses d'anatoxine tétanique et que 50 % de toutes les filles

reçoivent cinq doses de vaccin afin d'empêcher le tétanos néonatal; les activités viseront aussi à éliminer le tétanos néonatal;

b) Faire en sorte que les décès dus à la rougeole soient réduits de 95 % et les cas de rougeole de 90 %;

c) Éliminer la poliomyélite de certains pays;

d) Parvenir à un taux d'utilisation de 80 % de la thérapie de réhydratation orale;

e) Mettre un terme à la distribution gratuite de substituts du lait maternel dans la région d'ici à la fin de 1993; désigner tous les grands hôpitaux "amis des bébés" d'ici à 1993 et étendre cette initiative à tous les pays;

f) Assurer l'utilisation générale de sel iodé pour empêcher les retards mentaux et les incapacités physiques dus aux carences en cet oligo-élément essentiel, et éliminer la quasi-totalité des troubles dus aux carences en iode;

g) Dans l'enseignement primaire, réduire d'un tiers l'écart entre les inscriptions des garçons et celles des filles (chez les filles, on veillera à relever les taux d'inscription et d'achèvement des études et à diminuer les taux d'abandon);

h) Obtenir la ratification universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant;

i) Augmenter d'un tiers l'accès à des sources en eau potable salubre et de 10 % l'accès à des méthodes sanitaires d'évacuation des excréments.

77. La Ligue des Etats arabes et l'UNICEF devraient placer au premier rang de leurs priorités l'appui à l'établissement, l'évaluation des coûts, le financement, la mise en oeuvre et le suivi des plans d'action nationaux, selon les besoins.

78. La coopération dans ce domaine englobera un appui à l'élaboration de stratégies nationales et régionales visant à atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus. Une attention particulière sera accordée :

a) Aux objectifs qui nécessitent une coopération entre les pays, par exemple la création de zones sous-régionales pour la lutte contre la poliomyélite;

b) Aux pays les plus désavantagés;

c) Aux pays où l'amélioration de la situation d'importantes populations d'enfants aura une grande incidence sur les taux généraux de réalisation des objectifs de la nation arabe (par exemple, Egypte, Maroc, Soudan, Yémen). Un document de l'UNICEF sur les stratégies concernant l'éducation des filles et des femmes qui a été établi par un groupe consultatif régional sera publié prochainement.

79. Pour promouvoir l'échange d'informations de données d'expérience et de contacts, etc., l'UNICEF coopérera avec la Ligue des Etats arabes et le Conseil arabe pour l'enfance et le développement à l'élaboration d'une base de données concernant les objectifs de la Décennie. Ceci permettra d'utiliser conjointement la base de données régionales de l'UNICEF (DEEDS), d'évaluer les possibilités d'étendre la phase II du projet PAPCHILD au secteur de l'éducation, d'assurer le traitement électronique de l'information et l'établissement de réseaux, par exemple par l'intermédiaire de CHILDNET, ainsi que la mise au point d'indicateurs de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. L'UNICEF établira des dossiers thématiques pour appuyer les objectifs prioritaires du Plan panarabe.

80. Les activités en cours visant à atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus seront complétées par des projets consistant à encourager le partenariat, les réseaux régionaux de professionnels, d'institutions et d'organisations et la participation conjointe à des réunions techniques.

81. Les principales organisations non gouvernementales nationales et régionales sont des partenaires très importants de la Ligue des Etats arabes et de l'UNICEF pour les activités de coopération visant à mettre en oeuvre le Plan panarabe. Un colloque à l'intention des ONG sera organisé à Amman en décembre 1993 en coopération avec la Ligue en vue d'élaborer un plan d'action pour promouvoir la Convention relative aux droits de l'enfant dans toute la région. Dans le domaine de la sensibilisation des jeunes aux questions d'environnement, la Ligue et l'UNICEF collaborent déjà avec la Fédération arabe des éclaireurs.

82. L'UNICEF et l'Union de radiodiffusion des Etats arabes poursuivront la collaboration qu'ils ont entamée récemment pour mobiliser les médias au service des droits, du bien-être et du développement de l'enfant, améliorer la qualité éducative de la télévision et former des producteurs, des réalisateurs et des scénaristes et dialoguistes.

83. Une attention croissante sera accordée aux enfants vivant dans des conditions difficiles, on s'efforcera en particulier d'intervenir en faveur des enfants se trouvant dans des situations de conflit armé et d'assurer leur protection.

Les femmes

84. La promotion de la condition de la femme et l'égalité d'accès des femmes à l'éducation, à la formation, au crédit et à des services de vulgarisation contribue de façon importante au développement social et économique d'une nation.

85. La Ligue des Etats arabes voit dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme un cadre futur à une coopération mondiale. Les efforts qu'elle déploie pour appuyer ces stratégies ont conduit à l'adoption de stratégies nationales et de plans d'action en vue de leur application et de leur suivi.

86. La Ligue prépare aussi activement sa participation à la Conférence mondiale sur les femmes, qui aura lieu à Beijing en 1995 et mettra l'accent sur les

progrès enregistrés par les femmes dans le domaine de l'égalité, et le rôle joué par elles dans celui du développement et de la paix.

87. La coopération entre la Ligue et l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de la promotion de la femme intéresse le Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires, le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, l'UNICEF, la CEA, la CESA, le FIDA et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

Famille

88. C'est à la famille qu'il incombe principalement de pourvoir aux besoins des enfants depuis la plus tendre enfance jusqu'à l'adolescence et de les protéger. C'est d'abord dans sa famille que l'enfant se familiarise avec la culture, les valeurs et les mécanismes de la société.

89. La Ligue des Etats arabes participe activement à la préparation de l'"Année de la famille, 1994", et de l'adoption de la Convention sur les droits de la famille par la Conférence mondiale sur les droits de la famille, en 1994.

Jeunesse

90. Par sa résolution 47/85 du 16 décembre 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Secrétaire général de poursuivre l'établissement d'un projet de programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000. Par sa résolution 1993/24 du 27 juillet 1993, le Conseil économique et social des Nations Unies a adopté une résolution concernant la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer plus avant le projet de programme d'action.

91. La Ligue des Etats arabes, qui a pris une part active, en 1983, aux préparatifs de l'Année internationale de la jeunesse au niveau de la région arabe, souhaiterait être invitée à participer à la célébration du dixième anniversaire de l'Année en 1995 et à l'élaboration du projet de programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000.

Sports

92. Les sports constituant un indicateur de la santé des populations des Etats arabes (environ 42 % de l'ensemble de la population a moins de 20 ans), la Ligue des Etats arabes est particulièrement consciente de l'importance des sports et sensible aux besoins et aux demandes dans ce domaine.

93. La Ligue a demandé à l'Organisation des Nations Unies de coopérer avec elle, par l'intermédiaire de son Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport, à l'élaboration d'un programme conjoint visant à atteindre les objectifs énoncés dans le Programme mondial du Comité intergouvernemental, au niveau de la région arabe.

Santé

94. La volonté de coopération de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) remonte à 1961, année où les deux organisations ont

signé une convention à cet effet. Au cours des trois dernières décennies, les deux organisations ont poursuivi leurs consultations et leur coopération.

95. Depuis 1984, la coopération entre la Ligue et l'OMS s'inspire d'une série de recommandations et de décisions définissant les domaines de collaboration et d'action conjointe : information, éducation et communication dans les domaines de la santé, médicaments essentiels et législation de la santé, et exécution du Programme régional arabe portant sur l'information, la documentation, les publications relatives à la santé, l'arabisation de l'enseignement médical et la normalisation de la terminologie médicale en arabe. La Ligue a demandé aussi à l'OMS de lui fournir un appui technique pour l'élaboration d'une stratégie arabe en matière de santé. En créant des comités mixtes, en s'accordant mutuellement le statut d'observateur auprès de leurs organes directeurs et en décidant de coopérer en permanence au programme du Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la santé, les deux organisations ont facilité l'harmonisation des politiques et les échanges techniques, ce qui a permis de surveiller et de suivre régulièrement les progrès de leur collaboration. En outre, elles ont pu assurer la coordination et la complémentarité entre les programmes de pays que l'OMS met directement en oeuvre dans les Etats arabes.

96. Grâce à la structure décentralisée de l'OMS, son Bureau régional de la Méditerranée orientale, dont le siège est à Alexandrie, a des contacts au plus haut niveau avec la Ligue des Etats arabes au sujet des politiques à mener. Ceci facilite la collaboration entre les deux organisations. De plus, les représentants de l'OMS et les fonctionnaires de ses bureaux locaux appuieront la collaboration au niveau des pays.

97. L'adoption et la présentation, au Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la santé, de la version finale de la stratégie arabe pour le développement de la santé en mars 1994, est le point culminant de la coopération entre la Ligue des Etats arabes et l'OMS. La signature du descriptif du projet interinstitutions (PAPCHILD) a marqué une étape importante dans les relations entre les deux organisations. L'OMS participe de près à la préparation technique et à l'exécution du projet. En ce qui concerne les services de transfusion sanguine et conformément à l'objectif d'autonomie en matière de fourniture de sang et de produits sanguins sûrs, on a ouvert un centre de formation régionale à Amman à l'intention du personnel des pays de la région qui travaille dans ces services.

98. Parmi les autres domaines de coopération, on peut citer le programme concernant le syndrome d'immunodéficience acquise (sida), la radioprotection, l'élaboration d'une liste récapitulative des médicaments essentiels pour les Etats arabes, la santé environnementale et la médecine du travail, ainsi que le contrôle de la qualité des services et produits pharmaceutiques.

99. L'OMS travaille avec un certain nombre d'organisations et de divisions de la Ligue des Etats arabes à des sujets liés à la santé. Elle coopère avec l'ALECSO au sujet de l'éducation sanitaire dispensée dans les écoles, avec l'Organisation arabe du travail pour ce qui est de la médecine du travail et avec un département de la Ligue pour les questions intéressant les risques écologiques, l'assainissement de l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets. L'OMS et la Ligue s'occupent de la situation de la santé dans les territoires arabes occupés et ont conjugué leurs efforts à ce sujet.

100. En raison de la gravité et de l'urgence des besoins actuels en matière de santé dans certains domaines, la Ligue des Etats arabes propose de commencer à mettre en oeuvre et à appliquer le protocole de coopération qui doit être élaboré avec le Bureau régional de l'OMS dans le cadre de la stratégie adoptée par l'OMS pour atteindre l'objectif général de la "santé pour tous d'ici à l'an 2000".

101. L'OMS continuera de participer activement, en collaboration avec la Ligue des Etats arabes, l'UNICEF et le FNUAP, à la mise au point définitive du projet de Plan arabe d'action pour la survie et la protection de l'enfant et le développement de la santé des enfants du monde arabe. Parmi les domaines qui préoccupent les deux organismes, on peut citer le taux élevé de mortalité maternelle dans certains pays arabes, les problèmes que causent l'abus des drogues et les plans et les interventions d'urgence. L'OMS s'emploiera aussi à perfectionner les résultats obtenus en ce qui concerne l'arabisation de l'enseignement médical, le Programme régional arabe et la normalisation de la terminologie médicale en arabe.

102. L'OMS et la Ligue, oeuvrant en étroite collaboration, continueront de suivre l'application de la stratégie arabe concernant le développement de la santé et de renforcer et mettre en oeuvre les domaines prioritaires dont il a été convenu dans le cadre de cette stratégie, particulièrement les programmes de prévention du sida et de lutte contre cette maladie, les médicaments essentiels, les services de transfusion sanguine, la médecine du travail, la radioprotection et la santé environnementale.

Education

103. Dans le cadre de la collaboration de longue date entre la Ligue des Etats arabes, l'UNESCO et un autre partenaire, l'ALECSO, et en application des accords de coopération conclus entre la Ligue et l'ALECSO, d'une part, et l'UNESCO, de l'autre, les priorités ci-après ont été fixées pour la prochaine phase, tandis que se poursuivront les activités en cours.

a) Propositions générales

- i) Axer les efforts sur les priorités et programmes respectivement définis par les organisations;
- ii) Poursuivre les consultations périodiques entre la Ligue, l'ALECSO et l'UNESCO suivant les procédures convenues;
- iii) Développer la politique de concertation des efforts et les activités correspondantes de suivi et d'évaluation;
- iv) Encourager l'échange périodique de vues et les rencontres entre les chefs et le personnel du siège des organisations concernées et les représentants régionaux et nationaux appropriés;
- v) Explorer la possibilité de développer les services techniques sans coût majeur pour les organisations coopérantes;

- vi) Intensifier la coopération entre les organisations spécialisées arabes (ALECSO) et l'UNESCO par la mise en oeuvre de projets conjoints;
- vii) Mettre à profit les compétences arabes existantes pour l'exécution des activités conjointes entre l'UNESCO et l'ALECSO, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région;
- viii) Avoir recours à la coopération entre le PNUD et l'UNICEF d'une part et la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées de l'autre, pour atteindre les objectifs adoptés à la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, réunie à Jomtien (Thaïlande) en 1990, ainsi que les buts fixés en matière d'éducation à Tunis en novembre 1992, au titre du Plan panarabe pour les soins, la protection et le développement de l'enfant.

b) Priorités

- i) Améliorer l'efficacité de l'éducation de base, l'alphabétisation et son suivi, l'éducation des adultes et l'éducation non scolaire, qui constituent toujours un domaine hautement prioritaire de coopération entre l'ALECSO et l'UNESCO;
- ii) Assurer l'enseignement technique et la formation professionnelle;
- iii) Promouvoir l'éducation de la femme;
- iv) Assurer une assistance d'urgence pour l'éducation en général et les groupes spéciaux (services techniques et consultatifs pour l'éducation des réfugiés et des personnes déplacées).

104. Le Bureau régional d'éducation pour les Etats arabes de l'UNESCO continuera à coordonner la majeure partie des activités énumérées ci-dessus. Une active participation des principaux réseaux de l'UNESCO (UNITWIN, UNEVOC, etc.) est à envisager. Le téléenseignement serait considéré comme l'un des principaux outils pédagogiques.

c) Science et environnement

- i) Faire donner suite par la Ligue des Etats arabes et l'UNESCO aux recommandations adoptées à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour la région des Etats arabes;
- ii) Mettre en oeuvre la Stratégie arabe des politiques scientifiques et technologiques, notamment :
 - a) Promouvoir les réseaux d'ordinateurs et l'élaboration de logiciels pour micro-ordinateurs;
 - b) Contribuer à la conservation et à l'exploitation de la diversité biologique (problèmes liés à l'eau, programme sur l'Homme et la biosphère, etc.);

c) Participer aux grandes activités pilotes de l'UNESCO visant à actualiser l'enseignement et les programmes des sciences de l'ingénieur;

d) Faire traduire en arabe les textes fondamentaux du progrès scientifique.

d) Culture

i) Développer la coopération entre la Ligue des Etats arabes, l'ALECSO et l'UNESCO au titre de la Décennie mondiale du développement culturel;

ii) Participer aux programmes de l'UNESCO visant à sauvegarder la culture traditionnelle, notamment en enregistrant, inventoriant et relançant les traditions et connaissances culturelles;

iii) Mettre l'accent sur la promotion de la lecture et le développement du livre.

e) Communication et échange d'informations dans ce domaine

i) Assurer la formation professionnelle dans le domaine de la communication;

ii) Développer les moyens d'information locaux dans les zones rurales et marginalisées;

iii) Participer davantage aux réseaux informatiques de l'UNESCO pour avoir accès à l'information et participer aux échanges de données.

Travail

Domaines de coopération future entre l'OIT, la Ligue des Etats arabes et l'OAT

105. Comme la Ligue des Etats arabes, ses organisations spécialisées et l'OIT ont un certain nombre de préoccupations et d'intérêts communs, et que les pays ont besoin de mesures pour soutenir leurs efforts de développement, la mise en place d'un programme d'action conjoint s'impose.

106. Ce programme doit apporter une réponse logique aux besoins qui ont été définis, surtout en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines, le bien-être de la femme et de l'enfant, les migrations et la protection sociale des travailleurs.

107. Il doit être élaboré par les spécialistes de l'OIT, de la Ligue des Etats arabes et de l'OAT, compte tenu des ressources disponibles au sein des deux organisations, ainsi que des fonds à obtenir auprès d'autres sources.

108. Le programme conjoint comprendra les tâches suivantes :

a) Déterminer les besoins en matière de collecte de données et concevoir des systèmes d'information;

b) Définir la méthodologie à adopter pour planifier le développement des ressources humaines;

c) Voir comment planifier la valorisation des ressources humaines et le développement en en assurant la complémentarité;

d) Prévoir l'appui nécessaire à l'élaboration des politiques de l'emploi, des migrations et de protection professionnelle;

e) Mettre en place les services d'appui appropriés à l'administration du travail et aux programmes de formation professionnelle;

f) Favoriser la traduction (principalement en arabe) des études et documents méthodologiques importants.

109. Le programme pourra comprendre les activités suivantes :

a) Etudier la structure et les composantes de la population active et l'efficacité du marché du travail compte tenu de l'évolution de la situation et dans la perspective du nouveau contexte économique;

b) Analyser les flux des migrations et la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'optique d'un marché du travail arabe plus large;

c) Etudier les causes et les conséquences de la participation des femmes à la vie active;

d) Etudier le rôle et la condition de la femme en vue d'éliminer les obstacles à sa pleine participation et à son intégration au processus de développement;

e) Etudier les moyens d'éliminer le travail des enfants;

f) Etudier les conditions, les problèmes et les perspectives de l'emploi et du chômage;

g) Etudier les incidences des programmes d'ajustement structurel sur la population, plus particulièrement sur les groupes défavorisés;

h) Etudier la structure et les composantes du secteur informel et sa contribution à l'économie nationale;

i) Concevoir et mettre en oeuvre des projets appropriés de coopération technique dans divers secteurs, surtout à l'intention de travailleurs et d'employeurs palestiniens;

j) Assurer un appui soutenu au Programme régional arabe pour l'administration du travail dans sa nouvelle phase de mise en oeuvre, ainsi qu'à d'autres institutions et programmes.

110. Il convient aussi de signaler la nouvelle politique de partenariat actif adoptée par l'OIT, pour définir ses futurs rôles et modalités de fonctionnement,

ainsi que ses relations de travail avec la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées.

111. La politique de partenariat actif vise à rapprocher l'OIT de ses membres pour lui permettre de mieux répondre aux besoins de ses partenaires sociaux par des activités plus appropriées. Dans cette optique, l'OIT s'est fixé plusieurs objectifs : renforcer sa capacité d'analyse pour diagnostiquer les problèmes et proposer des avis et des solutions; mettre plus efficacement à profit ses services techniques à tous les niveaux de sa structure; répondre avec plus d'efficacité et de souplesse aux besoins de ses membres; et, enfin, préserver l'unité globale de l'Organisation et renforcer la supervision centrale des opérations.

112. Pour mettre cette politique en oeuvre, il faut renforcer les consultations et le dialogue avec les membres de l'OIT dans la région arabe, la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées, surtout l'OAT, ainsi qu'avec d'autres associations régionales, comme la Confédération internationale des syndicats arabes et l'Union générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes.

113. Pour l'exercice biennal 1994-1995, l'OIT axera son programme sur trois objectifs prioritaires : favoriser les progrès de la démocratie, lutter contre la pauvreté et encourager la protection des travailleurs. Dans la même optique, les Etats arabes privilégieront la valorisation des ressources humaines, la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté, la promotion de la ratification et de l'application des normes internationales du travail, l'amélioration des conditions et du milieu du travail. Les activités de l'OIT consacrées notamment à la législation du travail, aux relations professionnelles, aux associations d'employeurs et de travailleurs et à l'élimination de la discrimination contribueront à promouvoir la démocratie.

114. L'OIT attend avec intérêt de collaborer dans ces secteurs avec la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées, surtout l'OAT, dans l'esprit de sa nouvelle politique.

115. La pénurie des ressources limite dans une certaine mesure la mise en oeuvre des activités communes convenues avec les organisations de la Ligue des Etats arabes. La restriction des ressources affectées à ces programmes au titre des budgets ordinaires de l'OIT et de ses partenaires se répercutera sur la portée et l'étendue de la coopération. Il faut toutefois envisager d'obtenir des fonds suffisants de sources telles que les institutions arabes de financement et les pays de la région, outre les donateurs traditionnels comme le PNUD, qui ont la possibilité de contribuer aux activités conjointes de l'OIT et de la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées, principalement l'OAT.

116. Concrètement, pour intensifier la coopération, il faut envisager de développer ou de rendre plus efficace la pratique de la réunion annuelle entre le système des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes. On pourra par exemple limiter les thèmes de discussion, en visant davantage à formuler des activités conjointes précises et les dispositions nécessaires à leur mise en oeuvre. A cette fin, il faudra développer les consultations entre les personnels techniques des parties concernées pour préparer la réunion annuelle susmentionnée et lui donner suite. Le mécanisme de coopération qui existe entre

l'OIT et l'OAT pourrait servir de modèle de coopération entre la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées d'une part, et le système des Nations Unies, de l'autre.

117. Il convient aussi de renforcer, notamment, la circulation et l'échange d'informations tant sur les aspects techniques que sur les questions de politique générale pour fixer des objectifs communs précis et définir les moyens de les atteindre.

118. Il faut par ailleurs signaler qu'en vertu de l'accord de coopération, l'OIT et l'OAT mettent actuellement en oeuvre un programme complet d'activités conjointes couvrant la période 1992-1993, et qu'un programme analogue est en préparation pour l'exercice biennal 1994-1995. Ces programmes prévoient des séminaires, des études et des publications sur des questions techniques d'intérêt commun, plus particulièrement, l'emploi, la formation professionnelle, les activités des employeurs et des travailleurs, la main-d'oeuvre féminine et les normes internationales et arabes du travail. L'équipe consultative pluridisciplinaire pour les Etats arabes pourra utilement contribuer à la mise en oeuvre des activités proposées.

119. Pour renforcer les liens de l'OIT et de la Ligue des Etats arabes et ses organisations spécialisées avec les pays de la région, il faut s'efforcer d'assurer et d'élargir la participation aux divers programmes et projets de l'OIT aux niveaux national et régional, et leur pleine application.

Coopération entre la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et la Ligue des Etats arabes

120. Les participants à la réunion ont confirmé la nécessité de renforcer la coopération et la coordination entre la CESA0 et la Ligue des Etats arabes au titre du mémorandum d'accord signé le 9 avril 1986.

121. Ils ont préconisé d'intensifier la coopération entre les deux organisations au cours de la prochaine décennie dans les domaines suivants :

- a) Migrations et déplacement de main-d'oeuvre et réinsertion au retour;
- b) Etude des incidences de la démographie sur la planification;
- c) Réunions de groupes d'experts sur la future stratégie arabe de l'emploi (adoptée à la Conférence arabe du travail de 1993);
- d) Participation à l'étude de l'amélioration de la situation sociale et économique du peuple palestinien;
- e) Mise en place de groupes de coordination pour les activités de suivi et l'échange d'informations;
- f) Création d'activités conjointes dans le domaine des ressources humaines, du développement, de la formation professionnelle et du développement social;

g) Création d'activités conjointes liées au projet d'enquête régionale sur les ménages dans la région de la CESAO;

h) Coopération dans le domaine des statistiques;

i) Convocation de conférences sur les besoins et les aptitudes des personnes handicapées;

j) Exécution d'études conjointes sur l'incidence de l'unité européenne sur la région de la CESAO;

k) Exécution d'une étude sur la situation et les problèmes de la main-d'oeuvre du secteur agricole dans la région de la CESAO;

l) Exécution d'une étude sur la privatisation; et

m) Organisation de réunions d'étude conjointes sur la législation du travail et la sécurité sociale, l'hygiène du travail et la main-d'oeuvre féminine.

Catastrophes

a) Gestion des catastrophes et des situations d'urgence

122. Les participants à la réunion se sont montrés particulièrement préoccupés par le nombre croissant de situations d'urgence complexes et leur incidence sur le processus de développement en général et, plus particulièrement, sur les groupes vulnérables des populations civiles touchées.

123. Comme il importe d'analyser les causes profondes de ces situations, les participants sont convenus que la gestion des catastrophes et des situations d'urgence devait comporter tous les aspects précédant et suivant la catastrophe ou la situation d'urgence, de la prévision des effets de l'événement à la capacité de réaction à sa manifestation, jusqu'à la mise en route du processus de redressement et de reconstruction.

124. C'est pourquoi il faut intégrer toutes les activités de protection contre les catastrophes dans une approche globale coordonnée, de l'échelon local aux niveaux national, régional et international. Cette démarche assure une utilisation efficace des ressources (humaines, financières et matérielles) dans le cadre de politiques appropriées aux caractéristiques de la région considérée en matière de catastrophe ou de situation d'urgence et des plans de développement national.

125. La gestion des catastrophes et des situations d'urgence vise principalement les objectifs suivants :

a) Réduire les pertes potentielles et autres effets préjudiciables des risques connus, naturels ou anthropiques;

b) Apporter, s'il y a lieu, une assistance rapide et appropriée aux sinistrés;

c) Assurer un relèvement rapide et durable après une catastrophe ou situation d'urgence;

b) Propositions visant à renforcer et à étendre la coopération entre le système des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes pour la gestion des catastrophes et des situations d'urgence

126. Les participants sont convenus que l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes devaient s'employer plus activement à sensibiliser les Etats arabes au problème des catastrophes et des situations d'urgence et de ses liens avec le développement. Diverses occasions s'offrent à cette fin : les réunions de la Ligue des Etats arabes, les programmes par pays de l'Organisation des Nations Unies et la contribution aux plans nationaux de développement.

127. Les participants sont aussi convenus d'encourager la préparation à l'éventualité des catastrophes aux niveaux national et régional en renforçant les services nationaux et régionaux existants ou en en créant, et en donnant suite aux décisions des réunions techniques nationales sur les programmes de formation à la gestion des catastrophes.

128. Tirant les enseignements du passé, ils ont proposé que la Ligue des Etats arabes désigne une unité centrale de coordination plurisectorielle chargée de faire la liaison entre les divers secteurs chargés de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence.

129. Ils ont proposé d'explorer la possibilité d'élaborer une approche interinstitutions pour améliorer la coopération avec la Ligue des Etats arabes dans le domaine considéré. Le Département des affaires humanitaires et Habitat suivraient la question avec le HCR, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, le PAM, la FAO et l'ONUDI.

130. Les participants ont préconisé de voir comment associer l'Organisation arabe du développement administratif à la formation à la gestion de catastrophes et des situations d'urgence. Ils ont décidé de soumettre la question à l'examen du PNUD, du Département des affaires humanitaires et de la CEA.

Réfugiés

a) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

131. La sensibilisation générale croissante aux répercussions sociales, économiques et écologiques des mouvements de population a conduit à déterminer plusieurs secteurs de coopération et il y a lieu d'espérer que la poursuite des contacts entre le HCR et la Ligue des Etats arabes débouchera sur des activités de collaboration concrètes et la mise en place de mécanismes de coopération, notamment dans le domaine de la protection internationale des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes nécessitant cette protection.

132. Les deux organisations envisagent surtout les activités suivantes :

a) Conclusion de l'accord de coopération entre le HCR et la Ligue des Etats arabes;

b) Achèvement de la convention arabe sur les réfugiés;

c) Organisation d'un séminaire régional à l'intention des organisations non gouvernementales sur les réfugiés et demandeurs d'asile;

d) Suivi des pourparlers avec l'ALECSO visant à déterminer des secteurs de coopération dans le domaine de l'aide à l'éducation des réfugiés;

e) Renforcement de la coopération du HCR avec d'autres organisations spécialisées de la Ligue des Etats arabes dans les domaines d'intérêt commun.

133. En ce qui concerne la promotion et la diffusion de la législation concernant les réfugiés, le HCR et la Ligue des Etats arabes explorent les nouvelles possibilités d'échange de compétences juridiques, d'exécution d'études conjointes et d'organisation de conférences et de séminaires sur les problèmes de protection et sur la situation juridique des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées dans le monde arabe.

b) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

134. L'UNRWA n'a pas les mêmes relations avec la Ligue des Etats arabes que les autres institutions des Nations Unies, en ce sens qu'il s'occupe exclusivement des réfugiés de Palestine, qui est membre de la Ligue des Etats arabes. Il assure des services quasi publics, dont éducation, santé et secours, services sociaux, à près de 2,7 millions de réfugiés palestiniens dans ses cinq zones d'opération : Jordanie, Liban, République arabe syrienne et territoire occupé de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

135. En 1992, la coopération et les contacts ont été maintenus à tous les niveaux entre le Secrétariat de la Ligue des Etats arabes et les représentants de l'UNRWA. Il y a également eu des réunions entre le Secrétaire général de la Ligue et le Commissaire général de l'UNRWA. Des représentants de l'UNRWA ont assisté aux réunions sur la protection et le développement de l'enfant dans les pays arabes et sur le Conseil de l'éducation de la Ligue, pour renforcer la coopération et les échanges d'informations. L'UNRWA et la Ligue considèrent leur coopération comme très positive.

136. La Ligue s'intéresse particulièrement aux programmes et aux activités de l'UNRWA principalement destinés aux Palestiniens. L'action de l'UNRWA dans le territoire occupé est suivie avec une attention particulière en raison des difficultés que la population palestinienne y rencontre.

c) Coopération entre la Ligue des Etats arabes et l'UNRWA

137. Pour améliorer la coopération entre la Ligue des Etats arabes et l'UNRWA, les mesures suivantes ont été recommandées :

i) Maintenir des contacts à tous les niveaux entre le Secrétariat de la Ligue et l'UNRWA;

ii) Développer sur le terrain les contacts, l'échange d'informations et la coopération entre les personnels d'éducation et de santé de

l'Office, les gouvernements hôtes, les ministères et départements compétents;

- iii) Oeuvrer de concert pour obtenir des bailleurs de fonds et des pays donateurs potentiels des fonds supplémentaires pour les programmes d'assistance aux réfugiés palestiniens de l'UNRWA.

Groupes spéciaux

138. Parmi les groupes spéciaux, les handicapés doivent faire l'objet d'une attention particulière, essentiellement pour assurer leur intégration à la population active. La Ligue des Etats arabes propose que l'Organisation des Nations Unies collabore à l'étude de cette question, ainsi qu'à la création d'une industrie médicale arabe spécialisée dans ce domaine. Ces efforts exigeraient l'aide du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, du PNUD, de l'UNESCO, de l'ALECSO, du Fonds arabe de développement économique et social et du Conseil des ministres des affaires sociales de la Ligue des Etats arabes.

Drogue

139. Si le problème de la drogue a fait l'objet d'études innombrables, détaillées et exhaustives, et a inspiré des stratégies nationales, il demeure omniprésent, n'épargnant aucune couche de la société. Cependant, il n'a jamais suscité de démarche globale. La Ligue des Etats arabes estime donc nécessaire d'adopter une approche pluridisciplinaire intégrée pour faire plus systématiquement et efficacement "la guerre à la drogue" en associant toutes les forces et institutions sociales à une lutte sans merci contre ce fléau. A cet égard, les participants sont convenus qu'il fallait intensifier la coopération entre la Ligue des Etats arabes (secrétariat général du Conseil des ministres de l'intérieur et ALECSO), le PNUCID, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale et l'UNESCO, par les activités suivantes :

- a) Echanger des études, documents et publications spécialisées sur la question, ainsi que d'informations sur l'identité, les méthodes d'action et les centres d'activité des trafiquants;
- b) Organiser des réunions périodiques dans des pays arabes en dehors des réunions ordinaires des organes de lutte contre la toxicomanie;
- c) Former le personnel participant à la lutte contre la toxicomanie dans les pays arabes, selon les méthodes et procédures les plus modernes en la matière;
- d) Multiplier les séminaires scientifiques pour alerter l'opinion publique arabe sur les dangers de la contagion de la toxicomanie;
- e) Encourager et faciliter l'adoption de cultures de substitution dans certains pays arabes.
